

**FRANCE**  
**IC PUBLICATIONS**  
 609 Bât. A  
 77, RUE BAYEN  
 75017 PARIS  
 Tél.: + 33 1 44 30 81 00  
 Fax: + 33 1 44 30 81 11  
 Courriel: info@icpublications.com  
 www.magazinedelafrique.com

**GRANDE-BRETAGNE**  
**IC PUBLICATIONS**  
 7 COLDBATH SQUARE  
 LONDON EC1R 4LQ  
 Tél.: + 44 20 7841 32 10  
 Fax: + 44 20 7713 78 98  
 E.mail: icpubs@icpublications.com  
 www.newafricanmagazine.com

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
 Afif Ben Yedder

**ÉDITEUR**  
 Omar Ben Yedder

**DIRECTRICE GÉNÉRALE**  
 Leila Ben Hassen  
 l.benhassen@icpublications.com

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
 Hichem Ben Yaïche  
 h.benyaïche@icpublications.com

**COORDONNATEUR DE LA RÉDACTION**  
 Junior Ouattara

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**  
 Laurent Soucaille

**RÉDACTION**  
 Christian d'Alayer, Delphine Bousquet,  
 Marie Bousquet, Mélissa Chemam,  
 Gérard Choïnet, Djamilia Colleu,  
 Olivier Deau, Beaugas-Orain Djoum,  
 Tokpanan Doré, Bruno Fanucchi,  
 Mathieu Galtier, Christine Holzbauer,  
 Ridha Kefi, Yasmina Lahlou, Marc  
 Lavergne, Thierry Nougou, Regina Jere-  
 Malanda, Samia Lokmane-Khelil,  
 Babacar Justin Ndiaye, Marie-France  
 Réveillard, Tiégo Tiemtoré,  
 Antonin Tisseron,  
 Geoffroy Touroumbaye,  
 Jocelyn-Francis Wabout,  
 Guillaume Weill-Raynal, Dov Zerach

**DIRECTION ARTISTIQUE**  
 Daniel Benharrosh

**V.P. DÉVELOPPEMENT**  
 Saliba Manneh  
 s.manneh@icpublications.com

**PRODUCTION**  
 Richard Briggs  
 r.briggs@icpublications.com

**DIFFUSION**  
 Jean-Claude Bétard

**ABONNEMENTS**  
 Françoise Peter  
 peter@icpublications.com  
 1 an : 30€ (6 numéros)  
 www.icpublications.com

**BUREAU MAGHREB**  
 Nejib Ben Yedder  
 n.benyedder@icpublications.com  
 Mohamed Ali Aboudi  
 m.aboudi@icpublications.com

**IMPRIMEUR**  
 Headley Brother Ltd.  
 Ashford, Kent TN24 8HH

**CRÉDITS PHOTOS**  
 AFP (sauf mention particulière)

**NUMÉRO DE COMMISSION PARITAIRE**  
 0118 K 89310  
 Dépôt légal : mai 2017  
 ISSN : 1960-730X

© 2017 IC PUBLICATIONS Ltd

# OU VA

# LE



# MONDE?

**6** Bertrand Badie  
 "La guerre est une  
 compétition  
 de faiblesses"

**10** Ghassan Salamé  
 "Les murs du  
 néonationalisme"

**14** Carlos Lopes  
 "L'Afrique doit  
 accepter sa diversité"

**17** Abdelmajid Charfi  
 "À terme, les  
 régimes arabes  
 devront changer"

**20** Hervé de Charette  
 "Vers un dépassement  
 des frontières"

**22** Tieman Hubert Coulibaly

"Nous payons  
 l'addition des  
 interventions en Irak"

**24** Felwine Sarr  
 "Le monde est  
 multipolaire et  
 incertain"

**25** William Gumedé  
 "La colère sociale monte"

### ÉDITO

**4** La transformation des mentalités

### PORTFOLIO

**5** Ils ont fait l'événement :  
 NewAfricanWoman Forum 2017

### AFRIQUE SUBSAHARIENNE

#### TCHAD

**28** La réforme constitutionnelle avance

#### SÉNÉGAL

**30** La Justice au cœur du malaise politique



#### BURKINA FASO

**31** Le MPP à l'épreuve du pouvoir

#### CAMEROUN

**33** Contre vents et marées...

#### CONGO

**34** Fonds Bleu pour le Bassin du Congo

#### NIGER

**36** L'insécurité gagne l'Ouest

### MAGHREB

#### TUNISIE

**48** Que faire des « revenants » ?

#### LIBYE

**50** Guerre ou paix, à Zintan de choisir

#### MAROC

**52** Le retour de la technocratie

**55** Dakhla, la porte entrebâillée vers l'Afrique

### OPINION

**63** Pour en finir avec  
 l'afro-pessimisme

### CULTURE

#### EXPOSITIONS

**72** Trésors de l'Islam en Afrique,  
 de Tombouctou à Zanzibar

**75** Art Paris Art Fair  
 Un printemps africain à Paris

#### LITTÉRATURE

**78** Les Camerounais ont la cote

#### ENTRETIEN

**80** Emmanuel Ngapela  
 "La culture est une source  
 de développement durable"

**82** Sansy Kaba Diakité  
 Le livre permet de cicatriser

Entretien

**Ghassan Salamé**  
Professeur émérite Sciences Po (Paris)

## Les murs du néonationalisme

Ancien conseiller de Kofi Annan, spécialiste des questions internationales, Ghassan Salamé dresse un tableau plutôt sombre du monde contemporain.

Entretien avec Hichem Ben Yaïche et Guillaume Weill-Raynal

### Comment jugez-vous l'état du monde ?

Je ne suis pas fier du tout du monde que nous laissons à nos enfants et à nos petits-enfants. Le monde va mal, pour différentes raisons et j'en distinguerai trois principales : il y a d'abord ce manque de confiance personnelle que les dirigeants des grandes puissances ont les uns vis-à-vis des autres. Même pendant les grandes crises que le système international a connues pendant les périodes dures de la guerre froide, et malgré les intérêts contradictoires dus aux divergences d'idéologies ou d'intérêts, les dirigeants des grandes puissances conservaient toujours un substrat de confiance personnelle dans la parole de l'autre. Aujourd'hui, cette confiance n'existe plus, et s'est vue remplacée par un système de méfiance et de défiance, dont nous voyons chaque jour les effets entre Merkel et Poutine, entre Trump et Poutine, entre Trump et Merkel, entre Hollande et Trump, etc. Ce déficit de confiance dans la parole, qui fait qu'on ne se croit plus, complique beaucoup le fonctionnement d'un système multilatéral.

Le monde va mal, ensuite, pour une deuxième raison, qui est la montée du néonationalisme. L'avènement de dirigeants comme Poutine, comme Orban ou Erdogan, et maintenant Trump, exprime quelque chose de nouveau, qui est le retour assumé à une vision agressive de l'intérêt national, estimé à l'aune des humeurs de l'électorat, et qui passe avant la coopération, le multilatéralisme

**On cite souvent le cas d'États faillis comme l'Irak ou la Somalie, mais il y en a bien d'autres : sur les 193 que comptent les Nations unies, une bonne cinquantaine sont dans un état de faillite politique, sécuritaire, économique et financière !**

et la recherche de terrains communs d'entente. Ce néonationalisme fonctionne comme une fièvre : lorsque vous adoptez ce positionnement, vous poussez chacun des autres acteurs du système à faire de même. Cette fièvre néonationaliste qu'on n'avait pas vue depuis les années 1930 est assez inquiétante. Elle se manifeste dans le comportement de la Chine, dans le comportement de la Russie, et maintenant, dans le comportement des États-Unis et de plusieurs pays européens. Nous le voyons notamment dans le cas du Royaume-Uni avec le Brexit ou de plusieurs pays européens face au flux des migrants venus de Syrie ou d'ailleurs. À travers cette affirmation obtuse de l'intérêt national, nous assistons ainsi à une « répudiation » de l'esprit multilatéral, et du sens même de l'existence d'une communauté internationale.

Ma troisième source d'inquiétude, c'est la facilité avec laquelle on pense aux armes : nous assistons à une augmentation quasi simultanée des budgets militaires un peu partout dans le monde, et d'une facilité à prendre des risques, ce qui n'existait pas, jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, la Chine est en train de prendre des risques en imposant sa souveraineté sur des îlots contestés de la mer de Chine, ce qui n'est pas du goût ni du Vietnam, ni des Philippines, ni d'autres pays ; la Russie est intervenue en Ukraine et a annexé la Crimée dans un fait accompli militaire.

D'autre part, nous assistons à une remontée de la présence militaire occidentale en Irak – et même en Syrie, récemment – sous la bannière de la lutte contre Daech. Sans parler, bien entendu, de la grande intervention Russe sur le théâtre syrien. Partout, les budgets militaires augmentent de même qu'une plus grande facilité à recourir unilatéralement aux armes pour soutenir une « diplomatie » mise au service d'une vision étroite de l'intérêt national. Tout cela participe de cette dégradation de l'esprit multilatéraliste que je viens d'évoquer.

### Peut-on parler d'un nouvel ordre en train de se dessiner ? Ou de la recherche d'un nouveau paradigme, qui prend en compte les rapports de force de la planète ?

Les rapports de force... voilà le mot-clé ! Nous sommes hélas sortis d'une vision qui voulait dépasser le paradigme des rapports de force dans une forme d'institutionnalisation des normes et des organisations internationales – la construction européenne, etc. – pour en revenir à une grande régression, à une politique d'affirmation de soi qui, comme l'histoire nous l'enseigne, pousse le plus souvent les autres à faire de même. Aujourd'hui, les dirigeants des grandes puissances sont beaucoup plus dans la pratique de cette affirmation de soi que dans la recherche studieuse d'un nouvel ordre mondial.

Nous le voyons aussi, et notamment, au niveau économique, avec la montée du protectionnisme : avec la construction d'un mur entre le Mexique et les États-Unis ; avec la revalorisation des frontières intérieures au sein de l'Union européenne ; avec la volonté de refaire de la Méditerranée une frontière et non pas un lieu de passage... Si nous regardons dix ans en arrière, il y avait une quinzaine

de murs, à peu près, à travers le monde. Aujourd'hui, il y en a 70 ! Tout cela signifie quelque chose : nous allons vers une régression, un refus de la mondialisation qui s'exprime, d'abord, dans la volonté des pays les plus avancés d'arrêter les flux de personnes. Ce reflux s'exprime aussi par des mesures de protectionnisme économique, comme l'annulation du TTIP, ou d'autres accords en gestation. Il s'exprime enfin par une espèce de régression par rapport à ce que nous considérons comme la valeur essentielle, inhérente à la mondialisation – la libre circulation des capitaux, des ressources et des produits – et son remplacement par un intérêt nouveau pour les marchés nationaux.

### Quelle analyse faites-vous de la désintégration que l'on observe du monde arabe et de certains États en Afrique ?

La plupart des pays d'Afrique et du monde arabe – et même d'Asie – ont été amenés, après la fin de la guerre froide, à adopter, dans une large mesure et avec plus ou moins d'enthousiasme et de conviction, ce qu'on appelait à l'époque, le *consensus de Washington* : la démocratie représentative d'un côté et l'économie de marché de l'autre. Mais les deux sont aujourd'hui en panne, dans le monde arabe et une bonne partie de l'Afrique. En effet, l'État s'est déchargé sur le marché d'une grande partie de ses responsabilités, mais le marché n'a pas toujours été au rendez-vous, en ce qu'il n'est pas parvenu à prendre la place de l'État et à assumer son rôle dans cette intervention keynésienne caractéristique de ce qu'on appelait « l'État développemental ». Car le marché, lui-même, a besoin de systèmes de régulation, de promotions, et d'incitations, que les États, en démissionnant de certaines de leurs fonctions au profit du marché, n'ont plus été en mesure d'apporter. Ainsi, l'État est à présent le plus souvent incapable de jouer le rôle qu'il jouait avant, notamment dans la fourniture des services sociaux – éducation, santé – qui se sont dégradés dans la plupart de ces pays, ainsi que dans la gestion de l'explosion démographique, qui connaît aujourd'hui des proportions dramatiques. Quant à la démocratie représentative, le bilan des vingt dernières années nous enseigne que le simple recours à des élections pluralistes n'est pas une garantie de démocratie. La démocratie ne se réduit pas à une simple organisation d'élections. Elle doit aussi être accompagnée d'une adoption profonde par la société des valeurs et des normes libérales. Dans la plupart de ces pays, nous assistons aujourd'hui à l'émergence de ce qu'on appelle des démocraties « illibérales », c'est-à-dire des démocraties où les élections légitiment l'arrivée au pouvoir de tel ou tel, mais ne donnent pas une garantie au respect des droits de l'homme ou de l'État de droit.

### Comment caractérisez-vous – en termes d'arguments, de raison et de causes – cet effondrement du monde arabe et d'une partie de l'Afrique ? Et *quid* de l'« après » ?

Nous ne sommes pas encore entrés dans cet « après ». Aujourd'hui, les États devenus indépendants lors de la grande vague post-coloniale des années 1950 et 1960 ont une incapacité à se positionner et à gérer les défis les plus importants. Ils ne disposent que de moyens

primaires pour tenter de rétablir l'ordre quand l'ordre est rompu – notamment de moyens sécuritaires –, mais ils sont dépourvus de toute solution pour faire face ou résoudre les problèmes aussi massifs que ceux auxquels ils sont confrontés, comme l'explosion démographique qui est sans précédent dans l'histoire de ces sociétés. Sans précédent ! C'est aujourd'hui le défi le plus grave. Car si un État ne disposant que de ressources limitées peut offrir des services sociaux à 20 millions de citoyens, il ne voit pas ses capacités doubler lorsqu'en l'espace d'une génération, sa population passe de 20 à 40 millions !

Photo © Laurent Poinet

Par ailleurs, l'urbanisation sauvage représente le deuxième grand défi : tant qu'une bonne partie de leurs populations travaillait dans l'agriculture, les États avaient les moyens de gérer les villes. Mais aujourd'hui les métropoles du tiers-monde, comme Lagos ou Le Caire, qui ont crû de manière sauvage jusqu'à atteindre 10 ou 15 millions – et bientôt 20 millions – d'habitants, sont devenues parfois encore plus lourdes à gérer que les métropoles classiques, mais sans que l'État ne dispose des moyens de les équiper des infrastructures nécessaires pour rendre paisible la vie urbaine.

Le troisième problème majeur est causé par la très grande mobilité – ce qu'on appelle le nomadisme des capitaux – qui fait que les pays sont dans une compétition énorme entre eux pour attirer les investissements extérieurs. Mais ces investissements ne viennent pas, ou repartent très vite, à la première rupture de sécurité, ou parce que la législation locale ne les garantit pas suffisamment. Ces États se trouvent ainsi dans un état permanent de précarité financière qui les affaiblit sans cesse un peu plus, aggravé par une délocalisation facile des industries d'un pays à l'autre en fonction des fluctuations de la législation et de la cherté du travail. C'est cela qui explique la crise énorme que l'Asie a connue en 1997 ainsi que la crise que connaissent aujourd'hui le monde arabe et une bonne partie de l'Afrique.

#### Quelle sera l'attitude des grandes et des moins grandes puissances face à ce désordre ?

Les grandes puissances sont aujourd'hui dans une politique d'affirmation de soi, peu compatible avec une gestion multilatérale de ces défis qui, pour certains, se posent à l'échelle de la planète. Certains États ne veulent plus reconnaître la Cour pénale internationale ; d'autres ne veulent plus reconnaître l'accord sur le climat ; on en voit d'autres, encore, qui veulent se dissocier des accords de libre-échange, ou qui appellent leurs propres capitaux à revenir au pays plutôt qu'à s'investir un peu partout dans le monde. Aujourd'hui, une vague d'égoïsme collectif est en train de saisir beaucoup de pays qui, malgré leur puissance, contribuent avec beaucoup moins de générosité qu'avant aux organisations internationales. Ainsi, le Japon et les États-Unis contribuent beaucoup moins qu'avant à l'ONU, aux budgets des opérations de paix. Tout cela indique une tendance vers les recroquevillements, et non pas vers l'ouverture et la gestion commune des défis auxquels nous faisons face.

Quant aux petits pays, ils essaient de faire ce qu'ils peuvent... Pas toujours avec succès. Parfois, le contrat social se rompt... On cite souvent le cas d'États faillis comme l'Irak ou la Somalie, mais il y en a bien d'autres : sur les 193 que comptent les Nations unies, une bonne cinquantaine sont dans un état de faillite politique, sécuritaire, économique et financière ! Ils ont en réalité très peu de contrôle sur l'ensemble de leur territoire en dehors de la capitale et des grands axes routiers, et sont absolument incapables – à supposer qu'ils le veulent – d'offrir à leurs populations un minimum décent de protection et de services sociaux.

**En réalité, la naissance des mouvements violents réside dans la carence des États à fournir les services qui leur incombent. Il y a 30 ou 40 ans, ces mouvements adoptaient des formes de sécession ou d'identité ethnique. Aujourd'hui, ils s'expriment dans un langage religieux. La religion est un langage mobilisateur, elle n'est pas l'origine des problèmes.**

#### La géographie joue-t-elle un rôle important dans ces crises et dans ce processus de déréliction ?

Vous avez raison de pointer du doigt cette dimension parce qu'elle n'a jamais vraiment disparu. La fin de la guerre froide a été suivie d'une phase de « sans-frontiérisme » où l'on a pu croire que les frontières avaient perdu de leur impact et que des phénomènes de solidarité transnationale s'étaient installés, fondés sur une conscience beaucoup plus forte, chez les uns et les autres, de l'existence de défis planétaires qu'aucun pays tout seul ne peut véritablement traiter. Chaque pays a pu considérer avoir des devoirs à l'égard des autres pays du monde, de telle sorte que sont apparus des mouvements comme Médecins sans frontières, Pharmaciens sans frontières, Reporters sans frontières...

L'idéologie sans-frontiériste a énormément marqué les 25 ans qui ont suivi la chute du mur de Berlin. Mais, aujourd'hui, nous assistons exactement à une tendance inverse en faveur du « sur-frontiérisme ». Lorsque les réfugiés syriens arrivent en Europe, l'Autriche veut fermer ses frontières, la Serbie n'en veut pas, la Hongrie leur demande de partir à côté, etc. Nous avons presque assisté à une dislocation de l'UE face au défi des migrations ! Chacun a commencé à dire, qu'il pouvait envisager de sortir de Schengen ; aujourd'hui, certains tentent d'établir une frontière en Méditerranée par le biais de bateaux et d'opérations militaires. La frontière entre le Bangladesh et la Birmanie est aujourd'hui fermée alors qu'il existait auparavant un important commerce légal et tout à fait enrichissant pour les deux pays. De même, la Turquie est en train de construire un mur sur sa frontière avec la Syrie après avoir été très présente pendant une dizaine d'années sur les marchés syrien et irakien. Ce sur-frontiérisme qui a remplacé le sans-frontiérisme d'hier est un complément naturel, partie intégrante, de cette vague de néonationalisme que je viens d'évoquer.

#### Vous parlez peu du fait religieux. Comment vous situez-vous par rapport au discours dominant sur l'islam ?

Je ne suis pas très impressionné par ce discours-là, je dois l'avouer, même si je suis peut-être minoritaire. La religion n'est qu'un des facteurs de l'affirmation de soi, de retour à l'identitaire, et du sur-frontiérisme qui agit aujourd'hui. Mais elle ne représente pas un phénomène propre ni dynamisant. Nous assistons aujourd'hui

à une réaffirmation identitaire dont le segment religieux n'est qu'un des facteurs possibles. Le néonationalisme a toujours une dimension identitaire et donc, dans certains cas, religieuse. Mais parfois, il a d'autres dimensions : ethniques, raciales, etc.

#### Pourtant, l'islam est devenu une obsession mondiale... Comment expliquez-vous cette impuissance des musulmans à s'attaquer à cette dérive sectaire qui fonde le radicalisme extrême ?

Oui, c'est le pain quotidien des politiciens... Mais je reste très très en retrait par rapport à cela. Très en retrait ! En réalité, Dieu, dans sa grande sagesse, n'a pas créé deux hommes : l'*homo sapiens* d'un côté et l'*homo islamicus* de l'autre. Ce discours ne plaît certainement pas aux islamistes ni aux islamophobes... Les musulmans sont des humains comme les autres, qui ont les mêmes soucis d'avoir une bonne éducation pour leurs enfants, d'avoir une bonne prospérité pour leur famille, et d'avoir aussi une volonté de vivre d'une manière pacifique avec leurs voisins. Je plains ceux qui prennent la dimension religieuse – notamment islamique – comme une affirmation identitaire exclusive ! Ils ne savent pas qu'en réalité, ils ont eux-mêmes une identité beaucoup plus complexe, qui n'est pas réductible à leur foi. Ils sont aussi homme ou femme... Ils sont aussi ingénieur ou éboueur... Ils sont aussi Pakistanais ou Indonésien... Ils sont aussi arabophone ou persanophone... Ils sont aussi sunnite ou chiite... Ils sont aussi toutes sortes de choses ! Il n'y a aucun individu qui n'ait une identité complexe... Mais malheureusement, dans les phases de pertes de repères et d'appauvrissement, dans les phases de mouvements extrêmement rapides de l'évolution du monde, les gens ont tendance à prendre un ingrédient parmi d'autres de leur identité et à lui donner une valeur absolue. C'est ça, l'islamisme ! Peut-être finiront-ils par comprendre que leur identité n'est pas réductible à ce seul ingrédient religieux.

#### En Afrique, le djihadisme est en train de se propager comme un feu de brousse en s'alimentant de toutes les frustrations et des inégalités... Comment faut-il traiter cette course de vitesse ?

Je ne crois pas qu'il y ait vraiment de réponse religieuse à l'accapement de l'ingrédient religieux par certains mouvements. Il n'y a pas de solutions qui puissent être tirées de l'intérieur même de telle ou telle religion pour résoudre des problèmes liés à son usage par des mouvements politiques. Les problèmes politiques appellent des solutions politiques. Il ne sert à rien de répondre à l'extrémisme religieux en disant qu'il faut « être modéré ». La seule réponse consiste à essayer de comprendre pour quelles raisons des jeunes passent à la violence en s'emparant d'un seul ingrédient de leur personnalité et en lui donnant une telle importance.

L'analyse séculière du phénomène religieux nous permet de comprendre qu'en réalité, la naissance des mouvements

violents réside dans la carence des États à fournir les services qui leur incombent. Il y a 30 ou 40 ans, ces mouvements adoptaient des formes de sécession ou d'identité ethnique. Aujourd'hui, ils s'expriment dans un langage religieux. La religion est un langage mobilisateur, elle n'est pas l'origine des problèmes. Il ne sert à rien de les inviter à prendre un autre langage qu'ils considèrent comme utile à leur cause. Il vaut mieux répondre aux raisons qui, dès le départ, les ont poussés à aller vers la violence : l'adoption de l'idéologie néolibérale par les pays de la périphérie du monde – la banlieue – a eu pour conséquence que leurs populations se sont senties délaissées par un État qui était censé les protéger et qui s'est montré incapable de leur fournir du travail, de redistribuer la richesse, ou de travailler à l'intégration sociale. Certains États ont travaillé à la désintégration de leurs propres sociétés !

#### Combien de temps cette situation d'instabilité va-t-elle perdurer avant que l'on parvienne à construire un nouvel ordre mondial ?

Je ne pense pas que nous soyons aujourd'hui dans la gestation d'un nouvel ordre mondial. Nous allons connaître encore beaucoup de phénomènes de désordre, avant que les pays puissants – mais aussi les pays moyens, et peut-être aussi les petits pays, à leur petit niveau – ne viennent à considérer que le rétablissement de l'ordre est important pour leur stabilité et pour la paix civile au sein de leurs sociétés. Aujourd'hui, la montée du néonationalisme remet en cause toutes les normes internationales – le droit international, les organisations internationales – qui avaient émergé après 1945. Et nous assistons aussi à l'apparition d'un autre phénomène : au début du XX<sup>e</sup> siècle, la souveraineté étatique n'était réservée qu'à une petite minorité, une trentaine de pays à peine. Cette accession à la souveraineté s'est étendue aujourd'hui pour couvrir l'ensemble de la planète. Cela s'est fait très vite, en trois vagues, au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Nous avons commencé le XX<sup>e</sup> siècle avec 26 ou 27 États indépendants, et nous avons terminé le siècle avec sept fois plus d'États ! Mais que sont-ils réellement ? Sont-ils dotés de tous les attributs nécessaires ? Des moyens de rétablir l'ordre ? Des moyens d'intégrer leurs sociétés ? Des moyens d'offrir les services sociaux ? Eh bien non ! Nous avons assisté à une espèce de formalisation des États, mais sans qu'ils aient les attributs effectifs pour l'exercice du pouvoir étatique. ■

**Nous avons commencé le XX<sup>e</sup> siècle avec 26 ou 27 États indépendants, et nous avons terminé le siècle avec sept fois plus d'États ! Mais que sont-ils réellement ? Sont-ils dotés de tous les attributs nécessaires ? Des moyens de rétablir l'ordre ? Des moyens d'intégrer leurs sociétés ? Des moyens d'offrir les services sociaux ? Eh bien non !**